

La guerre au Rwanda, 1990-1994

L'aviation au cœur de l'enfer



PHILIPPE CHARRIER VIA JEAN-LOUIS GAYNECOTCHE

Le Front patriotique rwandais tire maintenant les leçons de sa défaite d'octobre 1990 et renonce à s'emparer du pouvoir d'un seul coup. Il cherche plutôt à contrôler une partie du territoire rwandais pour lui permettre d'asseoir sa légitimité internationale et nier les accusations concernant le soutien de l'Ouganda à son action. Le président ougandais Museveni va jusqu'à déclarer que "parmi les combattants du FPR se trouvent des déserteurs de l'armée ougandaise et qu'ils seront sévèrement sanctionnés", mais aucune sanction ne sera bien sûr prise... Le chef de la Mission militaire de coo-

pération, le général Jean Varret, est reçu par les autorités rwandaises à Kigali. Elles lui expliquent que l'attaque d'octobre 1990 n'est pas qu'une affaire interne, mais que leur pays est victime d'une véritable agression externe. Elles insistent pour que Paris maintienne le dispositif *Noroît*. "Le Rwanda fait l'objet d'un projet secret d'annexion par l'Ouganda du président Museveni. Sans soutien diplomatique et militaire, le Rwanda va devenir le Koweït de l'Afrique centrale; l'action rebelle met en jeu la survie du pays", lui disent-elles. Les autorités rwandaises demandent également que la France remette en état opérationnel le bataillon de reconnais-

En 1992, trois nouvelles "Gazelle" de combat revêtues de nouveau camouflage "jungle" viennent renforcer l'escadrille d'aviation rwandaise. Ici la SA 342L1 n° 2237 codée 10K19.

sance, le bataillon paracommando et l'escadrille d'aviation, tous mis à mal par les combats d'octobre 1990.

Des éléments du FPR repassent à l'action

Dès le 22 janvier 1991, des éléments du FPR repassent à l'action. Ils s'infiltrèrent dans le Nord-Ouest du Rwanda et lancent un raid spectaculaire sur la ville de Ruhengeri, fief des Hutus du Nord, qu'ils occupent. C'est un nouveau camouflet pour le gouvernement rwandais. Des parachutistes français du détachement *Noroît* doivent évacuer en urgence 300 ressortissants étrangers pris

Deuxième partie.
Entre 1991 et 1993, le Front patriotique
rwandais ne va cesser de déstabiliser
le Rwanda par des attaques et actions
de guérilla. À l'intérieur du pays, le chaos
s'installe et la haine contre les Tutsis monte.
Chronique d'une tragédie annoncée.

Par Hugues de Guillebon



Daniel Marliac, pilote instructeur auprès des FAR, est photographié en février 1991 près de l'Écureuil n° 2136 codé 10K13. Cet appareil s'écrasa lors d'une mission de ravitaillement en munitions le 13 février 1993.

au piège. L'action du FPR est brutale : les rebelles éliminent des civils hutus et des gendarmes rwandais ; des camps de réfugiés sont pris pour cible. Une nouvelle fois, le président Juvénal Habyarimana implore la France d'engager ses troupes au sol. Paris refuse mais accepte de mettre en place un Dami (détachement d'assistance militaire et d'instruction), dénommé *Panda* en référence au logo du WWF, le fonds mondial pour la nature, très présent au Rwanda. Le Dami *Panda* est d'abord composé d'une trentaine d'hommes du 1^{er} RPiMa pour l'instruction et la ré-organisation des unités rwandaises. Ses effectifs grossiront ensuite pour ►

atteindre 90 hommes. Ses priorités : la formation des Forces armées rwandaises au combat d'infanterie, l'instruction des bataillons d'artillerie et du génie, et la reconstitution des Crap (commando de recherche et d'action dans la profondeur). De son côté, le président zaïrois Mobutu, chargé d'une mission de médiation, fait signer le 29 mars 1991 à Kinshasa un accord de cessez-le-feu entre le FPR et le gouvernement rwandais.

Une nouvelle offensive des rebelles

Le répit sera de courte durée. Une nouvelle offensive des rebelles a lieu dès le 17 mai 1991 dans le Mutara, au Nord-Est du pays. Cette action de force est rapidement neutralisée par les FAR. Comme en octobre 1990, les "Gazelle" sont engagées. Elles effectuent notamment une mission d'envergure en nettoyant une île occupée par les rebelles dans le parc de l'Akagera. L'utilisation de nuit de la "Gazelle" canon contribue à créer un climat d'insécurité dans la zone qui permet de limiter sensiblement la progression du FPR. Lors d'un accrochage dans le parc, un nouveau missile sol-air SA-16 est récupéré sur les rebelles. L'arme est complète et provient de l'arsenal ougandais ; son numéro de série est le 04924 [à retrouver dans la troisième partie, NdA]. Cette information remonte jusqu'au président français qui est avisé de la complicité croissante de l'Ouganda dans cette affaire. L'état-major des FAR est disposé à remettre le SA-16 à la France, mais son refroidisseur s'avère défectueux après analyse et l'arme est inopérante. Dès février 1991, la DGSE avait signalé au gouvernement français que les rebelles du FPR utilisaient des camps d'entraînement et des bases opérationnelles en Ouganda.

Des renseignements obtenus auprès de prisonniers FPR permettent d'estimer le nombre de missiles sol-air tirés par le FPR en territoire rwandais à une dizaine depuis octobre 1990, dont deux ont fait but, uniquement de jour, sur un avion et un hélicoptère [voir première partie]. Les prisonniers indiquent qu'au moins une vingtaine de combattants du FPR ont déjà été formés au maniement du SA-16. Devant cette menace grandissante, les Français vont former les pilotes d'hélicoptère rwandais à y échapper, notamment lors des missions de nuit, en appliquant le schéma tactique suivant : vitesse de déplacement 100 nœuds (185 km/h) ; hauteur de vol 50 pieds (15 m) ; tir

Le président Habyarimana rencontra à plusieurs reprises François Mitterrand pour se rassurer sur le soutien de la France (ici le 23 avril 1991).



DR

canon par courtes rafales très rapprochées jusqu'à la verticale de l'objectif afin de ne pas avoir à faire une esquivé, manœuvre dangereuse très près du sol sous JVN (jumelles de vision nocturne) et au cours de laquelle l'appareil est le plus vulnérable car se présentant de profil et incliné. "27 missions de ce type seront effectuées avec succès en 18 mois, raconte le lt-col Daniel Marliac, et cette expérience a prouvé que le bruit et le feu en ambiance nocturne procurent aux équipages d'hélicoptère un sensible avantage psychologique qui, s'ajoutant à la mobilité et à la discrétion des appareils, leur permettent de défier les missiles sol-air très courte portée." Les "Gazelle" seront également équipées d'un déviateur de jet pour en diminuer la signature infrarouge.

Pour se renforcer, l'Escavi, continuellement sous-équipée, émet le besoin d'acquérir rapidement "deux avions de transport type Casa ou DHC-5 "Buffalo" et deux avions d'observation, bi-turbopropulseur léger à ailes hautes", mais les moyens financiers limités ne le permettront jamais. De son côté, Paris donne son

accord pour reconstituer le potentiel militaire du pays sans pour autant le surarmer ; il en va des "Gazelle" comme du "Noratlas" dont elle va prendre en charge la révision en 1991 pour lui permettre de rester opérationnel 18 mois de plus, mais ne le remplace pas.

Le "Noratlas" convoyé depuis Dinard

Le N.2501 arrive à Dinard le 19 février 1991 et va y rester jusqu'au 14 juin. Le convoyage retour s'effectue en 40 heures de vol sur le trajet Dinard-Toulouse-Séville-Las Palmas-Dakar-Bamako-Abidjan-Douala-Bangui-Kigali. Beaucoup d'escapes se font sur des bases utilisées par des détachements français, ce qui facilite les opérations de remise en œuvre de l'appareil. "Lors du convoyage retour du "Noratlas", à l'issue de la révision, rapporte le cne Bruno Ducoin, il a été constaté après la première longue étape Séville-Las Palmas une fuite d'essence en zone 2 du moteur droit. Le mauvais serrage de la tuyauterie en alimentation carburant a entraîné une fuite intermittente par vibration et sous forme de vaporisation. Seule l'accumulation du dépôt dû au carburant a permis à l'issue de 10 heures de vol au maj. Leroyer, mécanicien d'équipage, de détecter une panne qui aurait pu entraîner un feu moteur. Outre la fuite d'essence, d'autres problèmes ont été constatés

« Le bruit et le feu procurent aux équipages d'hélicoptère un sensible avantage »



DANIEL MARLIAC

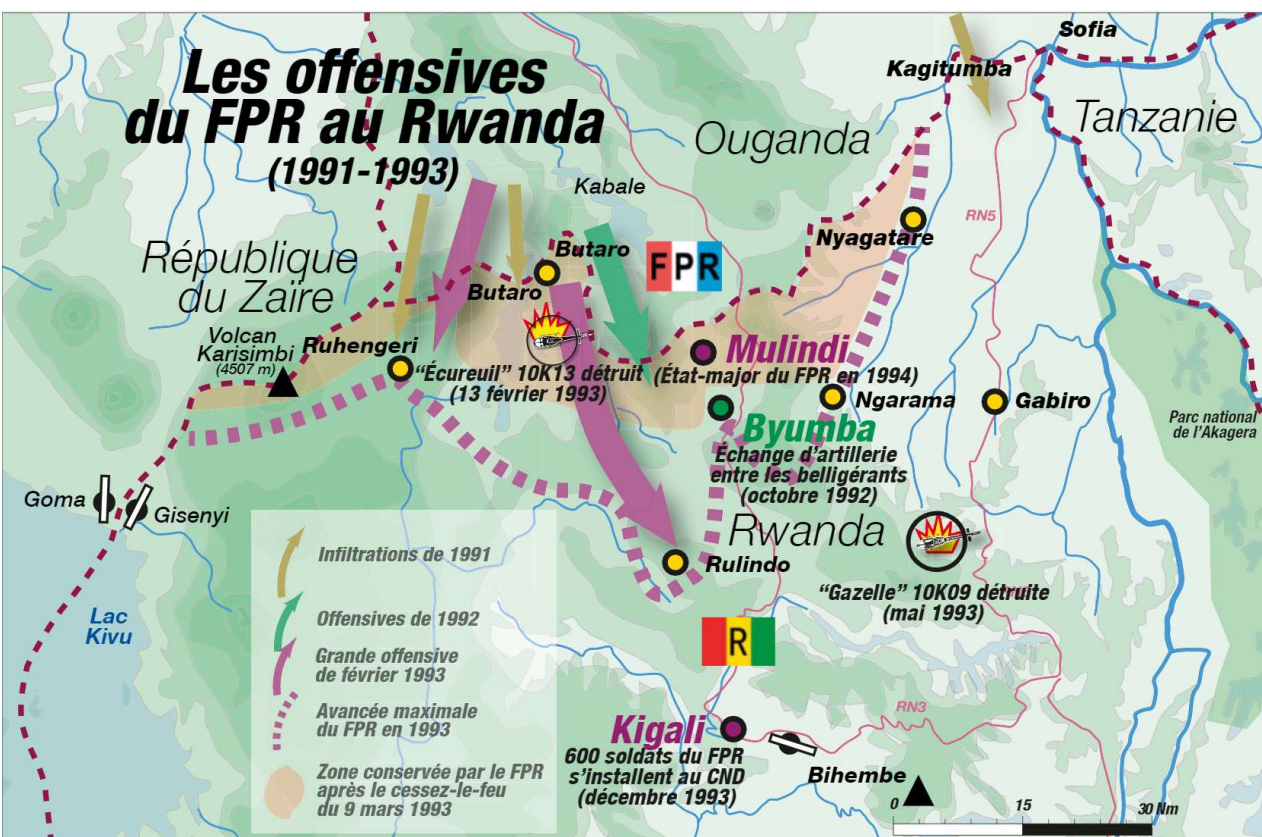
Les actions de guérilla du FPR au Rwanda sont permanentes et meurtrières. Des blessés des FAR (à l'intérieur torse nu) sont évacués par un "Écureuil" en 1991.

lors du voyage : changement du magnéto, antenne du radiocompas cassée au premier atterrissage et réparée par le Gernas [Groupement d'entretien des matériels spécialisés] de Toulouse, fuite hydraulique au train principal gauche, informations magnétos moteur droit inversées... Dans l'ensemble, le travail effectué à Dinard a donné satisfaction, mais

un contrôle plus rigoureux aurait peut-être permis d'éviter les pannes constatées au retour. Le voyage a permis de faire une mission d'instruction au profit de deux pilotes rwandais, le lt-col Kanyamanza et le cdt Rutayisire."

En 1990, comme on l'a vu dans la première partie, le Rwanda a commandé trois "Gazelle" pour rem-

placer les appareils perdus. Après réception de ces nouveaux hélicoptères prévue en 1992, le pays sera en déficit de huit pilotes hélicoptères ; la formation de nouveaux pilotes devient donc urgente. "La sélection et la formation des nouveaux pilotes devenaient prioritaires, se souvient Daniel Marliac. Qu'ils soient spécialisés avion ou hélicoptère, leur



En février 1993, les rebelles Tutsis avançaient jusqu'à Rulindo, à 30 km seulement de la capitale rwandaise.

période d'instruction est très longue et le risque d'échec n'est pas négligeable. Comme il n'y avait plus de place en France en 1991 pour accepter de nouveaux pilotes en formation, il a été décidé de ne pas attendre et de les former directement sur place. Pour améliorer leur chance de réussite, les candidats pilotes devaient suivre une préparation théorique dispensée directement à l'escadrille et être initiés au vol par un moniteur français. Or, arrivant de Dax où je commandais la division instruction en 1989, j'avais tous les programmes en tête. Cette nouvelle organisation pouvait donc se mettre en place rapidement.

Où trouver les futurs pilotes ? C'est parmi les deux promotions d'officiers des FAR alors en formation à Kigali que nous avons sélectionné des candidats. J'ai choisi les dix meilleurs parmi 150 élèves officiers. Je savais qu'il n'en fallait que six, mais je ne pouvais pas prendre la responsabilité de la désignation finale pour ne pas me substituer à l'autorité des chefs locaux. C'est le col. Ntahobari qui a donc choisi les six candidats retenus. Comme je ne pouvais pas assurer leur formation complète seul, j'ai demandé à Paris le renfort d'un moniteur supplémentaire. J'ai également demandé que soient livrées deux "Alouette" II pour l'instruction, ce qui devait permettre de soulager les appareils rwandais très sollicités par les activités opérationnelles. L'objectif était de pouvoir créer une véritable école de pilotage locale qui pourrait être utilisée par d'autres pays francophones d'Afrique. Mais seuls quatre pilotes rwandais pourront y être formés avant les événements dramatiques de 1994."

Paris privilégie une situation politique

Le deuxième instructeur demandé, le cne Lemaire, gagne le Rwanda en février 1991. La première "Alouette" II n'arrive que le 28 juin 1991 à la faveur du retour du "Noratlas" de révision, après avoir été chargée à Toulouse-Franczal : c'est la n° 1077 de 1957 ex-Alat, codée 10K15. Elle provient de l'ERGM-Alat (Établissement de réserve générale du matériel de l'Alat) de Montauban et effectue son premier vol au Rwanda le 31 juillet 1991, avec comme pilote Daniel Marliac et élève-pilote Mazimpaka. La deuxième, la n° 1008 codée 10K16, n'arrivera qu'en mai 1992. Ces deux appareils sont financés par le ministère de la Coopération.



Chargement sous la pluie le 20 juin 1991 de l'"Alouette" II n° 1077 à Toulouse-Franczal à bord du "Noratlas" n° 120.

Sur les six élèves sélectionnés, deux seront éliminés pour déficience en vol et les quatre autres seront brevetés pilotes d'hélicoptère Alat en mai 1992 après neuf mois de stage (brevets n° 1731 à 1734). Le niveau moyen atteint en fin de formation est supérieur aux estimations et il est noté que "le taux de réussite est même supérieur à celui enregistré dans les écoles françaises de pilotage". Parmi les facteurs de réussite : la grande disponibilité de l'espace aérien rwandais et des conditions météorologiques très favorables à l'apprentissage rapide du pilotage à vue. Les quatre élèves termineront leur formation de pilote de combat en février 1993 et suivront ensuite une mise à niveau au vol de nuit sous jumelles de vision nocturne pour permettre leur engagement en mission de reconnaissance de nuit.

Le 23 avril 1991, Juvénal Habyarimana est à nouveau reçu par

François Mitterrand pour se rassurer quant au support de Paris. Mitterrand informe son interlocuteur que la France continuera à mesurer son aide militaire au "juste besoin" et qu'elle ne veut pas s'immiscer outre mesure dans un conflit qu'elle estime d'abord lié à des motifs internes. De plus, l'armée française est déjà lourdement engagée à la même époque au Tchad et dans le Golfe. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller pour les affaires africaines, va plaider à plusieurs reprises la cause des Rwandais auprès de son père : "Des livraisons minimum permettent à l'armée rwandaise de garder un statu quo sur le terrain, mais avec un risque d'effondrement si la guerre dure trop longtemps - hélicoptères et AML [automitrailleuses légères] se fatiguent rapidement -, alors qu'un flux logistique sérieux permet à Habyarimana de marquer des points



11^e BSMAT/COLL. FABRICE SAINT-ARROMAN



SE 3130 "Alouette" II "Artouste" n° 1077 d'instruction offerte par la France en 1991. Elle arbore la cocarde rwandaise ronde ancien modèle, visible sur les "Alouette" III, mais abandonnée sur les appareils suivants.

militaires décisifs afin qu'il puisse négocier en position confortable."

Paris privilégie toujours une solution politique au conflit en incitant le gouvernement rwandais à s'ouvrir à l'opposition intérieure et à trouver une solution négociée avec l'opposition extérieure, imposant de fait le FPR dans le jeu politique du pays. En échange d'un soutien militaire, on demande au régime rwandais de se réformer rapidement alors qu'il est en situation de guerre, ce qui va naturellement l'affaiblir face à ses adversaires. Dès 1991, le multipartisme se met en place dans le pays et la situation intérieure devient très vite explosive. Neuf partis politiques voient le jour en quelques mois ; manifestations et contre-manifestations violentes se multiplient.

En octobre 1991, d'autres infiltrations du FPR ont lieu au Rwanda et les rebelles contrôlent maintenant 25 km² du territoire. À partir

de novembre 1991 se met en place la MOF (Mission d'observation française), chargée de collecter des informations relatives aux violations de frontières entre l'Ouganda et le Rwanda. Elle va rapidement mettre en évidence que le FPR ne peut opérer au Rwanda sans disposer de nombreuses facilités en territoire ougandais : ravitaillement en munitions de gros calibre nécessitant une logistique qui ne peut être assurée qu'à partir de ce pays, camps d'entraînement et de soins ne se trouvant pas dans la zone des combats, donc nécessairement en Ouganda, etc. Au même moment, un officier de l'armée ougandaise capturé par les FAR en territoire rwandais peut être interrogé par des officiers supérieurs français, ce qui leur permet de mieux connaître l'implication de ce pays dans le conflit.

Une nouvelle offensive du FPR a lieu le 22 janvier 1992 sur Butaro.

Les rebelles lancent maintenant de véritables opérations de guérilla au Rwanda dans l'objectif d'y semer le chaos. Voici par exemple sur une semaine de mars 1992 les opérations menées par les Inkotanyis ("combattants acharnés"), autres noms que se donnent les rebelles tutsis du FPR : le 9 mars, le poste militaire de Rwempashan dans le Mutara est attaqué (neuf soldats des FAR tués, 20 blessés) ; le 12 mars, le camp de Rwebare qui héberge 7000 réfugiés est bombardé au mortier ; le même jour, des femmes qui cultivent leur champ à Runaba sont enlevées ; le 13 mars, une mine explose près d'un point d'eau à Kitenga (cinq morts civils et 20 blessés). Comme l'indique une note française du conseiller gendarmerie : "Les actions de terrorisme ont pour but de déstabiliser le pays et discréditer le président de la République rwandaise auprès des opinions publiques et des bailleurs de fonds en provoquant par exemple des massacres interethniques." La pose de mines sur les arrières des troupes va aussi causer beaucoup de pertes humaines et matérielles aux FAR. L'étude faite sur les mines antichar ou antipersonnel récupérées montre qu'elles sont d'origine russe et ont transité par la Libye.

Un accord signé entre les belligérants le 12 juillet

Le 5 juin 1992, une nouvelle offensive de grande envergure vers Butaro et Byumba permet au FPR d'agrandir de 500 km² la zone qu'il occupe au Nord du pays, zone dite "libérée". À cette occasion, le FPR met en œuvre de l'artillerie lourde ; 300000 personnes sont obligées de fuir la zone en raison des combats. Le FPR, qui a marqué des points sur

Le "Noratlas" n° 120 à Dinard-Pleurtuit début 1991. L'avion était ancien et y revint à plusieurs reprises pour y subir des révisions.



DR/COLL. JACQUES GUILLEM

le terrain, annonce un cessez-le-feu et un accord est signé entre les belligérants le 12 juillet en Tanzanie.

À compter d'août 1992, le Lt-col Vuillemin prend la suite du Lt-col Marliac en tant que chef du détachement militaire d'assistance technique (DMAT) Terre. Le même mois, un vol spécial affrété par le ministère de la Défense français livre à Kigali les deux "Gazelle" 10K17 et 10K18. La 10K19 sera livrée en novembre. Voici ce que note le Lt-col Vuillemin au sujet des difficultés rencontrées à l'escadrille d'aviation (Escavi) : *"L'instruction des pilotes se déroule de façon satisfaisante. Les difficultés résident plutôt dans l'organisation matérielle des installations. En effet, si les machines sont bien entretenues, il est plus difficile de faire admettre la nécessité qu'en aéronautique plus qu'ailleurs, la sécurité des vols et des activités exige des mesures strictes concernant en particulier l'installation des magasins, le rangement des outils et des matériels d'entretien, la propreté des installations ou le marquage des emplacements des appareils et des engins de servitude."*

C'est à cette époque que l'ambassadeur de France au Rwanda, via l'attaché de défense, suggère la mise en place à Kigali d'un détachement de l'Alat (Détalat) pour faci-

Visite au Rwanda de l'amiral Lanxade, chef d'état-major des Armées, arrivé à Gabiro le 24 décembre 1991. À gauche, le col. Serubuga, chef d'état-major adjoint des FAR.



DANIEL MARLIAC

« Le gouvernement rwandais négocie ou fait la guerre ; le FPR négocie et fait la guerre »

À plusieurs reprises, l'action des "Gazelle" rwandaises est déterminante pour briser l'élan du FPR et sauver la situation.

ter les déplacements et la logistique des Français dans ce pays montagneux. Le cdt Jean-Yves Claris-Sauvage, chef du Détalat de Bangui, est envoyé au Rwanda afin d'étudier la faisabilité d'un tel détachement. Il raconte : *"J'ai découvert au Rwanda un pays montagneux, vallonné et enclavé, mais surtout tout*

petit et avec des routes goudronnées partout, en tout cas bien différent de ce que nous nous connaissions au Tchad ou en Centrafrique à la même époque où les conditions de déplacement étaient beaucoup plus difficiles, avec des routes inexistantes et des distances immenses à parcourir. Un tel détachement permanent ne me semblait pas se justifier. Il aurait fallu, de plus, y détacher au moins deux "Puma" en permanence, en les prélevant sur ceux du Détalat de Bangui et ou du Tchad, car nos moyens n'étaient pas extensibles. Comme il y avait d'autres priorités pour les forces françaises à ce moment-là, le projet n'est pas allé plus loin."



DANIEL BECHENNEC

Face à la pression grandissante du FPR, la France décide néanmoins de renforcer le détachement *Noroît* avec des éléments du 8^e RPIMA, ainsi que le *Dami Panda* avec des artilleurs du 35^e RAP (régiment d'artillerie parachutiste) qui vont former les artilleurs rwandais sur les huit canons 105HM2 offerts par la France et les canons 122D30 fournis par l'Égypte. De véritables duels d'artillerie auront même lieu en octobre 1992 entre FAR et FPR à Byumba. Quant au vénérable "Noratlas", il est de nouveau en révision à Dinard de décembre 1992 à mars 1993, après un convoyage réalisé par le Cne Ducoin et le maj. Boitel, mécanicien d'équipage. L'appareil en profite pour charger à Toulouse tout un stock de pièces de rechange pour "Alouette" II. Sur le plan technique, le N.2501 est reparti pour trois ans.

Violation du cessez-le-feu par le FPR

Dans tout le pays, la situation se dégrade de plus en plus : affrontements Hutus-Tutsis dans le Bugesera, attentats, sabotages, banditisme, apparition de milices politiques hutues comme les Interahamwe, massacre de Tutsis et d'opposants hutus dans plusieurs régions et mutinerie des FAR dans plusieurs garnisons (Ruhengeri, Gisenyi, Kibuye et

Byumba) entraînant le limogeage des chefs d'état-major des FAR et de la gendarmerie.

Le 8 février 1993, en violation totale du cessez-le-feu et sous prétexte de protéger des populations tutsies victimes d'exactions dans la préfecture de Gisenyi, le FPR lance 13000 combattants dans une grande offensive généralisée vers Ruhengeri, Tumba, Byumba et Ngarama. 18 positions stratégiques (ponts, routes ou collines) sont rapidement conquises. Le FPR contrôle plusieurs axes majeurs du pays, dont la route Ruhengeri-Kigali, et le ravitaillement en munitions des troupes rwandaises isolées à Gisenyi doit s'effectuer par avion. À Busogo, des civils sont enfermés dans des maisons et massacrés à la grenade par des rebelles. À Ruhengeri, le FPR réussit à installer un mortier sur la colline de Nyamagumba d'où il pilonne le camp militaire et celui de la gendarmerie. Il faudra trois jours de combat aux FAR pour les déloger de ce point stratégique. La France lance en urgence l'opération *Volcan* le 11 février pour évacuer sous le feu des ressortissants européens bloqués à Ruhengeri. Pendant toute la semaine, on se bat autour du camp militaire de Ngarama. Les FAR abandonnent un terrain considérable, ce qui permet au FPR

d'agrandir la zone qu'il occupe déjà dans le Nord du pays. Après de très durs combats, les FAR réussissent à reprendre les deux capitales régionales de Byumba et Ruhengeri. Les éléments d'appui d'artillerie des FAR formés par le *Dami Panda* y ont joué un rôle considérable.

300000 personnes doivent fuir vers Kigali. L'ampleur de l'attaque, les lieux visés, la rapidité et la précision de l'exécution démontrent que sa préparation a débuté il y a plusieurs mois. Comme le dit le ministre français de la Coopération Marcel Debarge, "*le gouvernement rwandais négocie ou fait la guerre ; le FPR négocie et fait la guerre*". On compte maintenant plus de 700000 déplacés dans tout le pays à cause des combats ; la plupart survivent dans des conditions misérables.

Le 13 février, alors qu'il ravitaille en munitions des soldats des FAR encerclés par le FPR, l'"Écureuil" 10K13 s'écrase en zone ennemie. Son pilote, le cne Silas Hategekimana, formé à Dax en 1988, est tué. Son corps sera récupéré au bout de 15 jours par une patrouille rwandaise. Les "Écureuil" sont utilisés pour les missions de liaison, de transport logistique et d'Evasan (évacuation sanitaire) avec deux ou trois blessés couchés à même le plancher en ôtant la banquette arrière. Bernardin ▶

"Gazelle" lance-roquettes apte au vol de nuit n° 2237 codée 10K19 à Marignane en 1992. Cette "Gazelle" est la dernière produite par Aérospatiale.



PHILIPPE CHARRIER VIA JEAN-LOUIS GAYNECOËTCHÉ

La "Gazelle" rwandaise SA 342L1 n° 2236 codée 10K18 à Marignane le 1^{er} juillet 1992 avant sa livraison. Elle avait été réceptionnée par le Centre d'essais en vol en mai 1992.



DR/COLL. JEAN-LOUIS GAYNECOËTCHÉ

Nsengamungu, un jeune pilote qui le suivait derrière en "Gazelle", a vu l'"Écureuil" s'écraser lors d'un virage à grande inclinaison près du sol. Le pilote a-t-il voulu dégager rapidement sous le feu ? A-t-il été victime d'une désorientation spatiale au cours du virage ? L'hypothèse d'un tir de missile n'est pas retenue, même si elle reste possible.

Les rebelles du FPR atteignent Rulindo le 20 février, à 30 km à peine de Kigali. La panique gagne la capitale. Les militaires de l'opération *Noroît* doivent installer en toute urgence des postes de contrôle sur les grands axes routiers menant à la capitale pour garantir la sécurité des expatriés et du dispositif français, ainsi que celle de l'aéroport pour une éventuelle évacuation d'urgence. Le ministre rwandais de la Défense demande une nouvelle aide militaire à la France pour remplacer les pertes et renforcer son potentiel. Comme bien souvent, la France va juger ces demandes excessives et n'y répondra que partiellement. Figurent dans ces demandes deux nouveaux hélicoptères "Écureuil" pour les Évasan, mais aucun ne sera livré. Elle va néanmoins affréter deux Boeing 747 et un DC-8 pour livrer en urgence des munitions aux FAR.

Au plus fort de la confrontation, l'Escavi effectue 55 missions d'Évasan (200 blessés évacués), 32

missions de transport de personnel, 20 missions de ravitaillement de munitions et carburant, cinq missions d'appui-feu avec 60 roquettes tirées et deux missions d'hélicoptage de Crap. Comme on le voit, le nombre de missions d'appui-feu est faible. En fait, depuis la guerre d'octobre 1990, le FPR évite au maximum les déplacements routiers de jour sur les grands axes. La tactique employée par les rebelles d'infiltrations de nuit d'éléments légers rapidement enterrés ne favorise plus l'utilisation des hélicoptères de combat et l'emploi d'armes de saturation comme les roquettes.

La situation du matériel des FAR préoccupante

À l'exception de quelques unités d'élite comme le bataillon paracommando, les FAR sont mises en échec sur l'ensemble du front. Leur état moral et combatif est au plus bas. Le FPR, qui écoute les échanges radio de son ennemi, entend que les instructeurs français se plaignent de la combativité trop faible des FAR. La situation du matériel est également préoccupante ; en 1993, la capacité opérationnelle des blindés légers AML et VBL du bataillon de reconnaissance est très faible : six engins seulement sur les 52 en dotation. Seules les unités formées ou conseillées par les AMT (assis-

tants militaires techniques) ou le Dami français permettent d'éviter une déroute totale.

En face, le combattant FPR est lui dans une dynamique inverse : bien entraîné, discipliné et très motivé ("Vaincre ou mourir"). Le FPR a maintenant son armée, l'APR (Armée patriotique rwandaise), forte d'au moins 10 000 hommes avec artillerie lourde, aménagement des postes de combat comme dans les armées modernes, hôpitaux de campagne organisés à l'occidentale, matériel de transmission "Racal" d'origine britannique de dernière génération à évacuation de fréquence, utilisation de messages radio courts et codés, etc. Les conseillers anglosaxons ne sont pas loin... Des unités de l'APR sont aussi spécialisées dans les missions clandestines au Rwanda : renseignement, reconnaissance, recrutement d'agents à Kigali, sabotage, terrorisme, enlèvements ou assassinats de personnalités politiques hutues opposées au FPR ou impliquées dans des actions contre les Tutsis.

Un nouveau cessez-le-feu est signé à Dar Es-Salam, en Tanzanie, le 9 mars 1993. Après le retrait très partiel du FPR de la zone démilitarisée, on découvre de véritables charniers de civils hutus à Ngarama, Ruhengeri, Kidaho, Tumba et Rukore. Des paysans ont même été déportés en Ouganda et toute la ré-

En décembre 1993, le Do. 27 rwandais ex-allemand ne vole plus et a été poussé dans l'herbe. En arrière-plan, un "Transall" du désengagement *Noroît*.



PHILIPPE COLIN/COLL. JACQUES GUILLEM

Le Socata "Rallye" 235 "Guerrier" n° 3369 à Kigali en décembre 1993. Câblé pour emporter de l'armement, mais sous-motorisé, il est inapte aux missions de guerre dans ce pays montagneux.



PHILIPPE COLIN/COLL. JACQUES GUILLEM

gion est dévastée. Des représailles contre les Tutsis ont lieu dans plusieurs préfectures du pays. La défiance ancestrale des Hutus envers les Tutsis se transforme maintenant en véritable haine.

Le FPR va conserver la mainmise sur toute une partie de la zone démilitarisée, la considérant comme son territoire et y interdisant tout survol aérien. Les compagnies aériennes s'inquiètent de cette situation. L'ambassade de Belgique à Kigali en informe la Sabena : "Étant donné l'appui fourni par la NRA [National Resistance Army ougandaise de Yoweri Museveni] au FPR, il est admis que l'armement anti-aérien dont dispose le FPR est celui de la NRA, c'est-à-dire canons de 23 mm, canons Oerlikon de 40 mm, missiles SA-16 et SA-7. La démarche du FPR relève de l'intimidation. En effet, il faut savoir que les FAR disposent uniquement d'hélicoptères type "Écureuil" et d'avions légers type Britten-Norman, et encore en nombre réduit. Donc prétendre qu'une confusion puisse être possible entre un appareil de ligne type DC-10 exécutant son plan de vol normal avec un avion ou hélicoptère exécutant une mission d'appui au sol dans une zone de combat délimitée relève d'une intention délibérée d'intoxication du FPR peu crédible. Mais en tenant compte de la localisation actuelle du FPR, le couloir



CHRISTIAN LOUIS/COLL. JEAN DELMAS

Kagitumba-Gabiro-Kigali à une altitude prudente présente encore toutes les conditions de sécurité."

Dans la zone conquise, l'implantation administrative, militaire et politique du FPR se poursuit sous la houlette de commissaires politiques. Le FPR y assure la scolarisation, mais aussi l'élimination physique des élites hutues, la déportation en Ouganda, l'encadrement et l'asservissement de ceux qui restent. Comme le dit un militaire français présent sur place dans un rapport : "Inexorablement, le Tutsiland [Ouganda, Rwanda, Burundi, NDLR] se met en place." Début avril, des combattants du FPR en civil sont vus en progression vers Kigali. La situation est jugée d'une "très grande gravité" par la France qui hésite sur la position à tenir : "Si nous partons, il y a des risques de

massacres et un risque de défiance africaine vis-à-vis de la France, mais par contre, si nous renforçons, nous nous enfonçons dans ce dossier", indique Alain Juppé, nouveau ministre des Affaires étrangères. La situation humanitaire est catastrophique dans le pays et le CICR, le Comité international de la Croix-Rouge, lance un appel urgent en faveur des réfugiés du Nord-Rwanda : 900 000 personnes sont menacées de famine.

La mort de deux pilotes inexpérimentés

Le fait marquant de mai 1993 est la perte de deux jeunes pilotes à bord de la "Gazelle" n° 1872 10K09 par mauvaises conditions météorologiques. La désignation des deux pilotes tout juste formés, les sous-lieu-▶

Un document rare : le "Dauphin" n° 5048 codé 10K07 utilisé par le président rwandais pour ses déplacements à l'intérieur du pays.

À l'occasion d'une relève Noroît en 1993, des militaires du 1^{er} RI récupèrent la dérive du SA 342L n° 1872 10K09 qui s'est écrasé et l'exposent à Sarrebourg (cliché tiré du livre *Aviation légère de l'armée de Terre - 40 ans*).



DR/COLL. FABRICE SAINT-ARROMAN

tenants Mazimpaka et Rwanyonga, est une erreur du commandement, aggravée par le fait que l'hélicoptère utilisé était ce jour-là à l'état-major des FAR à Kigali, et donc loin de l'œil critique des coopérants français présents à l'aéroport. À la suite de cet accident, des mesures rigoureuses seront prises quant à la désignation des équipages, et notamment des jeunes pilotes. *"Le commandement rwandais n'aurait jamais dû laisser partir deux jeunes pilotes inexpérimentés ensemble,"* commente Daniel Marliac. *"C'était notamment pour vérifier ce point de sécurité que nous assistions à tous leurs décollages. Connaissant bien les victimes et les gradés de l'époque, je suis atterré que le commandement ait désigné pour ces missions en zone hostile des pilotes encore trop "tendres" eu égard aux risques encourus, sans les faire accompagner par un pilote plus confirmé ou bien qualifié moniteur."*

Suite à cet accident, la situation du personnel navigant hélicoptère, redevenue critique, est la suivante : cinq pilotes anciens qualifiés chef de bord, deux jeunes pilotes qualifiés pilotes de combat et deux nouveaux élèves en formation à l'étranger, désignés à l'insu des Français pour partir en stage en Égypte. Un autre élève envoyé en France a été éliminé. Le matériel disponible en voilure tournante est quant à lui réduit à huit appareils : quatre "Gazelle" armées, dont la plus ancienne est en attente de grande visite – coût estimé : 1,3 million de francs. Qui va payer ? –, un "Écureuil", un "Dauphin" présidentiel et deux "Alouette" II d'instruction. En juillet 1993, le cne Lacoste remplace le cne Ducoin en tant que chef du DMAT Air.

Une course de vitesse contre la guerre civile

À cette époque, la France est le seul pays au monde à comprendre qu'on se dirige au Rwanda vers une guerre civile épouvantable. Elle est maintenant engagée dans une course de vitesse pour l'empêcher et croit toujours au règlement politique de la situation. *"Les Hutus voulaient tout garder et les Tutsis voulaient tout reconquérir"*, raconte Hubert Védrine, secrétaire général de la présidence de la République. Paris va alors faire pression et "tordre le bras" au gouvernement rwandais pour imposer un accord de compromis politique et de partage du pouvoir avec le FPR. Cela conduit aux accords de paix d'Arusha signés le 4 août 1993 en Tanzanie. Les trois principales



DANIEL MARLIAC

Le Cessna 150 9XR-AK aux couleurs rwandaises. Le pays possédait une petite aviation de loisirs à l'aéro-club de Kigali. Début 1994, avec la présence du FPR dans la ville, ces avions ne pourront plus voler.

composantes de cet accord sont : la mise en place d'un état de droit avec la participation du FPR, le retour de la diaspora tutsie et la constitution d'une armée nationale composée d'éléments issus des FAR (60 %) et du FPR (40 %), l'ennemi de toujours... Les opposants politiques hutus au président Habyarimana qui ont négocié ces accords sont accusés par la majorité des Rwandais d'avoir bradé le pays aux envahisseurs ; les tensions intérieures sont exacerbées.

L'application de ces accords prévoit aussi deux points importants : la mise en place d'une force de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU, la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), qui se met en place à partir de mi-décembre 1993, et le désengagement militaire français qui sera effectif au même moment. L'opération *Noroît* lancée en octobre 1990 prend alors fin. En décembre 1993, l'armée française n'est plus présente au Rwanda ;

seuls restent en place 24 assistants militaires techniques. Mais les militaires français sont très lucides sur la situation. Voici ce qu'écrivait le col. Galinié dès 1990 : *"Les envahisseurs et leurs partisans de l'intérieur semblent aujourd'hui ne pouvoir vaincre que par une opération militaire de nature classique accompagnée de quelques actions terroristes qui auraient pour objectif principal la prise de la ville de Kigali et l'élimination physique du président et de ses fidèles."*

La situation que vit en octobre 1993 le Burundi voisin composé également de Hutus et de Tutsis est un coup de tonnerre dans la région : le 24 octobre, le président hutu Melchior Ndadaye est assassiné par des militaires burundais tutsis. La capitale Bujumbura connaît une vague de massacres sans précédent. Au Rwanda, cet événement va finir de radicaliser les Hutus contre les Tutsis.

En application des accords d'Arusha et dans le but d'assurer la sécurité des autorités politiques du FPR qui arrivent maintenant sur Kigali, 600 soldats du FPR avec un "armement léger exclusivement", s'installent en décembre 1993 dans l'immeuble du CND, le Conseil national de développement, à Kigali même... ■

À suivre

« Les Hutus voulaient tout garder et les Tutsis voulaient tout reconquérir »

Une rareté : le Piper PA-18 9XR-TR, avec l'inscription "don de tabarwanda", le cigarettier local.



DANIEL MARLIAC